

Des économies ou des cacahuètes ?

Par Michel Husson animateur du réseau OUPS (Observatoire unitaire des politiques sociales).

Les économies réalisées dans la fonction publique et par la suppression des régimes spéciaux sont une goutte d'eau dans l'océan des déficits français.

Le non-remplacement des départs à la retraite et la réforme des régimes spéciaux sont les seules mesures envisagées pour alléger le déficit de l'Etat et celui de la Sécurité sociale. Pour le moment en tout cas. Mais ces ressources seront insuffisantes, et le gouvernement ne s'en tiendra pas là.

Les fonctionnaires : peanuts

La présentation grand public du projet de budget pour 2008 mentionne que 22921 départs à la retraite de fonctionnaires ne seront pas remplacés. En comptant 2700 euros par mois, on arrive aux « 700 à 800 millions d'euros » évoqués par Eric Woerth, le ministre du Budget. Mais il s'agit des économies réalisées sur les seuls traitements. Or, il se trouve que les fonctionnaires concernés vont - quand même - toucher une pension. Un taux de remplacement de 70 % va diviser par trois l'économie budgétaire, qui ne sera plus que de 250 millions d'euros. C'est une goutte d'eau dans l'océan des 12 à 13 milliards du « paquet fiscal ».

Les régimes spéciaux : peanuts

Dans un point de vue publié sur [le site de l'OFCE](#) Henri Sterdyniak évalue le coût des avantages spécifiques des régimes spéciaux à moins de 2 milliards (650 millions à EDF-GDF, 500 millions à la SNCF et 200 millions à la RATP). Mais la réforme ne concerne ici encore que les futurs retraités, relativement peu nombreux. Elle permettrait au mieux « un gain de 200 millions la première année, qui pourrait atteindre 1 milliard en 5 ans, 2 milliards à terme. Aussi, l'enjeu financier est-il faible ». Indépendamment du débat sur l'équité que la désignation à la vindicte publique de boucs émissaires ne permet pas de poser correctement, le constat est le même : beaucoup de bruit pour rien.

Après les peanuts, les amandes amères

Ces deux mesures ne serviront donc pas à détendre significativement les contraintes budgétaires. Ce n'est d'ailleurs pas leur objectif : il s'agit plutôt de faire sauter deux obstacles, avant de passer aux affaires sérieuses. Du côté du budget de l'Etat, l'enjeu est d'installer l'idée qu'il y a trop de fonctionnaires et de préparer ainsi le terrain à des mesures d'une tout autre ampleur : nouvelles coupes beaucoup plus significatives dans les effectifs de fonctionnaires et, à terme, « réforme » du statut de fonctionnaire. Sur cette voie clairement tracée, une étape intermédiaire, tout aussi symbolique compte tenu des résistances passées, est la fusion de la DGI et de la comptabilité publique en une seule direction du ministère des Finances.

La même stratégie par étapes est à l'oeuvre du côté des retraites. Une fois la question des régimes spéciaux réglée, la voie sera libre pour cette « troisième réforme des retraites » évoquée par Sarkozy dans son discours de politique sociale. La durée de cotisation sera à nouveau allongée pour tout le monde et, comme l'annonce Sarkozy, « partir plus tôt devra être davantage pénalisé ». Et tant pis pour les 6 salariés sur 10 qui sont « chômeurs ou inactifs au moment où ils liquident leurs droits à la retraite » comme le signale pourtant Sarkozy dans ce même discours.

Tout évoque la situation du début des années 1980, quand Reagan avait dû briser la grève des contrôleurs aériens, et Thatcher celle des mineurs, avant de dérouler leur programme de régression sociale. Le non-remplacement des fonctionnaires et la réforme des régimes spéciaux ont la même fonction. Il s'agit de remporter des victoires symboliques qui permettront ensuite d'appliquer à l'ensemble du salariat les potions amères du néo-libéralisme.